

Rapport d'activité 2025



RECEF
Réseau des compétences
électorales francophones

TABLE DES MATIÈRES

LE MOT DU PRÉSIDENT	4
1. LES ACTIONS D’APPUI À LA PROFESSIONNALISATION DES ORGANISMES DE GESTION DES ÉLECTIONS	6
1.1 TENIR DES ACTIVITÉS MULTILATÉRALES D’ÉCHANGE DE BONNES PRATIQUES	6
1.2 FACILITER LE DÉPLOIEMENT D’ACTIVITÉS BILATÉRALES ENTRE LES MEMBRES	9
1.3 RÉALISER DES CAUSERIES ÉLECTORALES.....	10
2. LE SOUTIEN DES ACTIONS DE L’OIF EN APPUI AUX PROCESSUS DÉMOCRATIQUES	11
2.1 COLLABORER AVEC L’OIF AUX ACTIVITÉS EN APPUI AUX PROCESSUS ÉLECTORAUX.....	11
2.2. APPUYER L’OIF DANS SES ACTIVITÉS TRANSVERSALES POUR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE	11
3. LE DÉVELOPPEMENT DE MOYENS DE COMMUNICATION INTERACTIF ET LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION DU SAVOIR ÉLECTORAL FRANCOPHONE	13
3.1 PRODUIRE DES ÉTUDES ET PARTAGER LE SAVOIR ÉLECTORAL EN LANGUE FRANÇAISE	13
3.2 ENTRETENIR LES PARTENARIATS INTERNATIONAUX ET LES COLLABORATIONS TRANSVERSALES	14
4. LES ACTIVITÉS D’ADMINISTRATION DANS UNE PERSPECTIVE PARTICIPATIVE DES MEMBRES	15
4.1 ADMINISTRATION, PLANIFICATION ET REDDITION DE COMPTES	15
4.2 FINANCEMENT DES ACTIVITÉS DU RÉSEAU	16
LES PERSPECTIVES	19

LE MOT DU PRÉSIDENT

Je suis fier de vous présenter le *Rapport d'activité 2025* du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF). Cette année a notamment été marquée par trois activités en présentiel ainsi que par le déploiement de quatre activités bilatérales appuyées par notre réseau.

L'année 2025 a marqué le début d'une nouvelle phase de développement pour le RECEF. Depuis cette année, le RECEF compte sur un nouveau partenaire financier grâce à une subvention d'Affaires mondiales Canada (AMC), qui s'ajoute à l'appui financier de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et des cotisations des organismes de gestion des élections (OGE) membres.

En mai 2025, le Commissaire électoral de l'île Maurice a été l'hôte du séminaire électoral et de l'assemblée générale annuelle du Réseau. Le séminaire a été organisé en partenariat avec International IDEA et portait sur un cadre intégré pour la protection des élections. Une étude sur les enseignements de ce séminaire électoral est diffusée sur le site Web du RECEF.

L'assemblée générale a été l'occasion de pourvoir deux postes vacants au Bureau du RECEF et de renouveler les membres du Cercle de coordination du Forum des femmes. L'assemblée nous a également permis d'accueillir une nouvelle institution membre, la Cellule Élections et Participation du ministère de l'Intérieur de la Wallonie.

En octobre, une délégation de cinq représentantes et représentants du RECEF a réalisé une mission de partage d'expérience et d'observation électorale à l'occasion de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire.

En décembre, le Forum des femmes du RECEF a offert une formation de trois jours sur l'institutionnalisation du genre dans les organisations publiques. Cet événement s'est tenu au Cap-Vert avec la collaboration de la Commission nationale des élections de ce pays et l'École nationale d'administration publique du Québec.



Les membres du RECEF ont réalisé quatre activités bilatérales, dont trois ont été soutenues financièrement par le réseau. En août, une délégation de la CENI de Madagascar a visité la CENI du Bénin afin d'en apprendre davantage sur la gestion de la liste électorale biométrique. En octobre, un représentant de la Direction générale des élections du Sénégal s'est rendu en France afin d'en apprendre davantage sur le Répertoire électoral unique. Finalement, en décembre, un membre de l'Autorité nationale électorale de la Centrafrique a réalisé un stage d'une semaine auprès de la Direction générale des élections du Sénégal.

Le RECEF a également organisé deux causeries électorales en 2025. La première portait sur le thème de la représentation des femmes dans les parlements nationaux en Francophonie et la deuxième était un regard croisé du Sénégal et de la France sur la gestion des élections anticipées en 2024.

Le RECEF a poursuivi sa collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie, notamment en participant à certaines missions électorales francophones et en participant activement à un important événement à son siège à Paris sur le thème de *l'Intégrité de l'information et des processus démocratiques à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle*.

Je tiens à remercier tous les membres qui participent aux activités et à l'administration du Réseau, contribuant ainsi à son dynamisme. Au nom de tous les membres, enfin, je remercie sincèrement l'Organisation internationale de la Francophonie et Affaires mondiales Canada, qui appuient financièrement le RECEF.

Mathias Barthélemy Morouba
Président de l'Autorité nationale des élections de la Centrafrique
Président du RECEF

1. LES ACTIONS D'APPUI À LA PROFESSIONNALISATION DES ORGANISMES DE GESTION DES ÉLECTIONS

1.1 Tenir des activités multilatérales d'échange de bonnes pratiques

Séminaire électoral sur la protection des élections

Le séminaire électoral 2025 du RECEF a été organisé en collaboration avec International IDEA, du 13 au 15 mai, à l'île Maurice. Les membres du RECEF ont eu droit à un événement unique alliant formation, échange de bonnes pratiques et études de cas. Au cours du séminaire, International IDEA a présenté un cadre intégré pour la protection des élections qu'elle a elle-même élaboré. Ce cadre favorise l'utilisation de méthodes de gestion des risques, de renforcement de la résilience et de gestion des crises.

L'événement a rassemblé quelque 50 personnes provenant de 20 organismes de gestion des élections (OGE) de l'espace francophone ainsi que de plusieurs partenaires internationaux, dont l'OIF, International IDEA, le Centre européen d'appui électoral (ECES), la Commission de l'océan Indien (COI), le Réseau des organismes de gestion des élections de l'Afrique de l'Ouest (RESAO), l'Union africaine et Affaires mondiales Canada. Parmi les représentantes et représentants des OGE du RECEF, 44 % étaient de femmes.



Participantes et participants

Mission de partage d'expérience et d'observation électorale en Côte d'Ivoire

Du 22 au 26 octobre 2025, le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) a organisé une mission de partage d'expérience et d'observation électorale à l'occasion de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire. La délégation du RECEF comptait cinq représentantes et représentants d'organismes de gestion des élections de la Francophonie en provenance du Bénin, de la Centrafrique, de la Guinée-Bissau et du Québec.

Du 22 au 24 octobre, les membres de la délégation ont participé à des rencontres préparatoires afin de connaître le système électoral ivoirien et les enjeux de cette élection. Le jour de l'élection, le 25 octobre, les membres de la délégation du RECEF ont observé les opérations électorales dans quelques bureaux de vote, notamment lors de l'ouverture et de la fermeture des bureaux. En soirée, ils ont également observé les opérations de dépouillement des votes.



Les membres de la délégation du RECEF

Il s'agissait de la 10^e mission de partage d'expérience et d'observation électorale réalisée par le RECEF depuis 2014. Un rapport synthèse de cette mission est diffusé sur le site Web du RECEF.

Formation du Forum des femmes au Cap-Vert

Du 2 au 4 décembre 2025, le Forum des femmes du RECEF a offert une formation à 33 représentantes et représentants 14 organismes de gestion des élections, dont 73 % de femmes. Cette formation a été animée par l'École nationale d'administration publique du Québec et avait pour objectif de renforcer les capacités et les connaissances sur le processus d'institutionnalisation du genre dans les organisations publiques.

Les participantes et participants ont assisté à trois jours complets de formation pour en savoir davantage sur les concepts et sur les outils liés à l'intégration du genre dans un organisme public, notamment dans le cycle de planification, de suivi et d'évaluation d'un programme ou d'un projet. La formation a aussi présenté les mécanismes qui permettent aux OGE d'intégrer ces notions dans leur planification et dans leurs activités tout au long du cycle électoral.



Les personnes participantes à la formation

1.2 Faciliter le déploiement d'activités bilatérales entre les membres

Quatre activités bilatérales ont été réalisées entre les membres du RECEF.

La première activité bilatérale est la participation d'un représentant d'Élections Québec au programme de visiteurs de l'Autorité électorale permanente de l'AEP de la Roumanie, à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle du 4 mai 2025. Cette mission n'a pas engendré de dépenses pour le RECEF. Les deux institutions ont assumé les coûts de cette activité bilatérale.

La deuxième activité bilatérale a été réalisée du 4 au 8 août 2025 entre la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de Madagascar et la Commission électorale nationale autonome (CENA) du Bénin. La délégation malgache a réalisé cette mission afin d'étudier la gestion du fichier électoral biométrique du Bénin, dans un contexte où Madagascar souhaite migrer d'un fichier électoral alphanumérique à un fichier électoral biométrique.



La CENI de Madagascar visite la CENA du Bénin

La troisième activité bilatérale a été réalisée entre la Direction générale des élections du Sénégal et le ministère de l'Intérieur de la France, en novembre 2025. Le Sénégal réalise actuellement des réformes électorales et a souhaité mieux connaître certaines pratiques électorales de la France afin de s'en inspirer.

Finalement, en décembre, un membre de l'Autorité nationale électorale de la Centrafrique a réalisé un stage d'une semaine auprès de la Direction générale des élections du Sénégal afin de se familiariser avec les règles, les normes et les procédures de gestion du traitement des résultats des élections locales, tout en renforçant la compréhension dans le mécanisme d'attribution des sièges de chaque liste impliquée dans le processus électoral des élections municipales.

1.3 Réaliser des causeries électorales

Le RECEF a organisé deux causeries électorales en 2025.

Causerie électorale sur la représentation politique des femmes

Le 30 janvier 2025 s'est tenue la première causerie électorale de l'année. Près de 50 participantes et participants provenant d'une douzaine d'États membres du RECEF, ainsi que de partenaires internationaux et nationaux y ont participé. Cette rencontre virtuelle a permis d'aborder les enjeux liés à la représentation politique des femmes et à leur place dans la prise de décision au sein des OGE.

Les élections anticipées en France et au Sénégal en 2024

Le 17 avril, une deuxième causerie électorale a permis un regard croisé sur les expériences de la France et du Sénégal qui ont organisé des élections anticipées en 2024. Environ 40 personnes de 16 OGE différents ont assisté à cet événement. Plusieurs enseignements ont pu être transmis aux personnes présentes afin de toujours être prêts à une échéance électorale anticipée.

2. LE SOUTIEN DES ACTIONS DE L'OIF EN APPUI AUX PROCESSUS DÉMOCRATIQUES

Le RECEF rassemble 37 organismes de gestion des élections de la Francophonie qui ont une grande expertise électorale et des défis électoraux à relever. Le Réseau est à la disposition de ses membres et de l'OIF, qui est une institution internationale incontournable pour son appui aux processus électoraux de l'espace francophone.

2.1 Collaborer avec l'OIF aux activités en appui aux processus électoraux

En 2025, l'OIF a organisé plusieurs missions électorales lors d'élections nationales dans des pays membres du Réseau. Certains membres du RECEF ont participé à quelques-unes de ces missions électorales francophones, notamment en Moldavie et aux Seychelles. De plus, les missions du RECEF et de l'OIF ont collaboré sur le terrain à l'occasion de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire.

2.2. Appuyer l'OIF dans ses activités transversales pour la gouvernance démocratique

Réflexion transversale sur l'intégrité de l'information et des processus démocratiques à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle

Les 16 et 17 octobre 2025, l'Organisation internationale de la Francophonie a tenu un atelier de réflexion transversale s'adressant aux réseaux institutionnels de la Francophonie sur le thème de l'intégrité de l'information et des processus démocratiques à l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle.



M. Mathias Barthélemy Morouba, président du RECEF et de l'Autorité nationale des élections de Centrafrique, représentait le Réseau lors de cet événement. Il a fait part de ses réflexions au cours de la session intitulée « Défendre la démocratie et les élections à l'ère de l'intelligence artificielle ».

Le secrétaire général du RECEF et directeur général des élections du Québec, M. Jean-François Blanchet, était représenté par M^{me} Suzanne Naud, directrice des communications, de la recherche et de l'éducation à la démocratie d'Élections Québec. Elle a exposé les travaux qu'Élections Québec a réalisés en matière de prévention et de lutte contre la désinformation électorale au cours de l'atelier intitulé « Comprendre, anticiper et se coordonner face aux menaces ». Elle a également été facilitatrice de l'atelier portant sur les réflexions autour d'un projet commun à développer dans les prochaines années.

Le RECEF est fier d'avoir contribué à cette réflexion transversale sur un sujet d'une grande importance pour nos démocraties.

Webinaire sur l'état civil en Francophonie

Le 28 novembre, l'OIF a organisé un webinaire sur l'état civil en Francophonie auquel plusieurs réseaux institutionnels étaient conviés.

Le RECEF a invité tous ses membres à y prendre part et plusieurs étaient présents.

Cet événement fut notamment l'occasion de faire un état des lieux sur les défis de l'enregistrement des faits d'état civil dans l'espace francophone et de discuter des perspectives de coopération.

Le RECEF est engagé depuis longtemps sur le sentier de l'état civil. Il a déjà collaboré à deux reprises à la rédaction de guides pratiques de la Francophonie pour la consolidation de l'état civil en 2014 et en 2022.



3. LE DÉVELOPPEMENT DE MOYENS DE COMMUNICATION INTERACTIF ET LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION DU SAVOIR ÉLECTORAL FRANCOPHONE

Le RECEF produit des études pour faire rayonner ses activités dans le monde et pour contribuer à la création de savoir électoral en langue française. Le Réseau s'appuie sur de nombreux partenaires internationaux pour réaliser ces études et pour les diffuser largement. Tous les documents du RECEF sont disponibles gratuitement sur son site Web.

3.1 Produire des études et partager le savoir électoral en langue française

En 2025, le RECEF a réalisé trois publications. Tout d'abord, en novembre, le RECEF a rendu public le Rapport synthèse du séminaire électoral portant sur la « **Protection des élections, gestion des risques, renforcement de la résilience et gestion des crises** ».

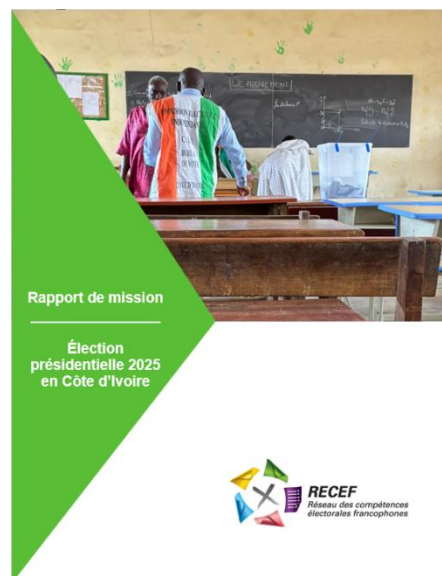
Cette étude fait un résumé des notions acquises durant le séminaire électoral, ainsi que des études de cas présentées et des échanges réalisés entre les personnes participantes. Cette publication a été coécrite avec International IDEA, partenaire de cet événement. Elle sera également traduite du français vers l'anglais par notre partenaire, afin de faire rayonner les travaux du RECEF dans les langues de Senghor et de Mandela.

En décembre, le RECEF a également publié une deuxième étude du Forum des femmes. Cette étude, intitulée : « **La représentation des femmes en politique et dans les cercles de décision des organismes de gestion des élections francophones en 2025** » a été réalisée par le secrétariat général du RECEF avec l'aide de plusieurs représentantes d'OGÉ qui ont contribué à sa rédaction et à sa relecture. Cette étude est une suite de l'étude du Forum des femmes qui avait été publiée en 2021.



Finally, the RECEF published a mission report following the **mission of sharing experience and electoral observation on the occasion of the presidential election in Côte d'Ivoire**. We can learn a lot about the Ivorian electoral system, the meetings held and the observations made on election day.

This study also allows us to improve the collection of data on electoral systems with reports from Senegal (2019) and Romania (2024).



3.2 Entretien des partenariats internationaux et des collaborations transversales

The RECEF promotes networking with other international organizations. It benefited from its annual electoral seminar to maintain its main international partnerships, notably with OIF, the European Centre for Electoral Assistance (ECES), the Indian Ocean Commission (COI), the Network of Election Management Organizations of Africa (RESAO), the African Union and the Canadian International Development Agency.

During the mission in Côte d'Ivoire, the RECEF also met national and international organizations, maintaining its international partnerships, notably with ONU-Femmes, the Economic Community of West African States (CEDEAO), ECES, the African Association of Electoral Administrations (AAEA), and the RESAO. In addition, the RECEF carried out exchanges with other institutions members of the institutional networks of the Francophonie, notably the High Authority for Audiovisual Communication of Côte d'Ivoire, member of the Francophone Network of Media Regulators (REFRAM) and the Human Rights Council of Côte d'Ivoire, currently under the presidency of the Association of Francophone National Election Commissions (AFCNDH).

Finally, during the Formation of the Forum of women in December, a partnership was established with the National School of Public Administration (ENAP) of Québec to offer training on the institutionalization of gender in organizations.

4. LES ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION DANS UNE PERSPECTIVE PARTICIPATIVE DES MEMBRES

4.1 Administration, planification et reddition de comptes

Assemblée générale du RECEF 2025

Le 16 mai 2025, le RECEF a tenu son assemblée générale annuelle à l'île Maurice. Cet événement a rassemblé des représentantes et représentants de 20 OGE de l'espace francophone. Cette assemblée a notamment permis d'adopter le rapport d'activité et les états financiers 2024 en plus de présenter le plan d'action 2025.

Le RECEF a également admis un nouveau membre : la Cellule Élections et Participation du ministère de l'Intérieur de la Wallonie, un État fédéré de la Belgique membre de l'OIF. Il s'agit du 37^e membre du réseau.



Répartition des 37 institutions membres du RECEF au 31 décembre 2025

En 2025, deux des cinq sièges des membres du bureau exécutif du RECEF ont été renouvelés par l'assemblée. Le Commissaire électoral de l'île Maurice, M. Irfan Abdool Rahman, et la Vice-présidente de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Burundi, M^{me} Victoire Nahimana, ont été élus à l'unanimité pour des mandats de deux ans (de 2025 à 2027).

Voici les cinq administrateurs et administratrices du RECEF au 31 décembre 2025.

- Président Mathias Barthélemy Morouba Centrafrique
- Vice-présidente Victoire Nahimana Burundi
- Secrétaire général Jean-François Blanchet Québec
- Administrateur Alex Gadré France
- Administrateur Irfan Abdool Rahman Maurice

Depuis 2019, le RECEF a créé un Forum des femmes afin d’aborder les enjeux d’égalité femme-homme dans l’ensemble du cycle électoral. Le Cercle de coordination du Forum des femmes appuie le secrétariat général du RECEF dans la planification, dans l’organisation et dans la réalisation des activités du Forum; il est composé de volontaires. L’assemblée générale a désigné les personnes suivantes :

- Marguerite Yoli-Bi Koné, de la CEI de Côte d’Ivoire;
- Soukeyna Fall, de la Direction générale des élections du Sénégal;
- Laurentine Adossou Davo, de la CENA du Bénin;
- Safidinirina Onisoa Randriamiarimanana, de la CENI de Madagascar;
- Prema Ramwodin, du Bureau du commissaire électoral de Maurice;
- Sabine N’Doute Tandos, de l’Autorité nationale des élections de la RCA;
- Sylvie Birembano Balume, de la CENI de RDC;
- Madial Achta Kinga Djako, de l’ANGE du Tchad;
- Christine Agnélé Mensah-Atoemne, de la CENI du Togo;
- Najla Abrougui, de l’ISIE de Tunisie.

4.2 Financement des activités du Réseau

Le RECEF a réalisé les objectifs qu’il s’était fixés pour l’année 2025 grâce à l’appui financier de l’OIF, à l’engagement de ses membres, ainsi qu’à une nouvelle contribution financière provenant d’Affaires mondiales Canada. Les données présentées ci-dessous constituent une synthèse des états financiers 2025.

Les revenus du RECEF provenant des cotisations des membres s’élèvent à 51 250 \$ canadiens, un record depuis la création du Réseau. L’OIF, quant à elle, a fourni une subvention de 70 134 \$ au RECEF et Affaires mondiales Canada (AMC) a soutenu le RECEF avec une subvention de 123 200 \$.

Les principales dépenses sont associées à quatre principales activités : le séminaire électoral et l'assemblée générale à l'île Maurice, la mission de partage d'expérience et d'observation électorale en Côte d'Ivoire, la formation du Forum des femmes au Cap-Vert et l'appui aux activités bilatérales.

Les principaux revenus et dépenses de l'année 2025 sont présentés par source de revenus et par activité dans le tableau qui suit.

	\$ canadiens	Euros ¹
Revenus de l'année 2025		
• Cotisations des membres	51 250 \$	32 500 €
• Subvention de l'OIF	70 134 \$	45 000 €
• Subvention d'Affaires mondiales Canada	123 200 \$	78 500 €
Total des revenus 2025	244 584 \$	156 000 €

Dépenses de l'année 2025

• Séminaire électoral et AG 2025 (Maurice)	119 257 \$	75 000 €
• Mission de partage et observation (Côte d'Ivoire)	21 832 \$	13 900 €
• Formation du Forum des femmes (Cap-Vert)	81 249 \$	51 800 €
• Activité bilatérale (3 projets)	12 265 \$	7 700 €
• Frais administratifs et bancaires	2 433 \$	1 500 €
Total des dépenses 2025	237 036 \$	149 900 €

Contributions non financières au RECEF

Le Réseau a pu réaliser ses activités grâce aux contributions financières de l'OIF et des institutions membres, mais aussi grâce à des contributions non financières, comme le prêt de personnel ou de matériel d'Élections Québec, du Bureau du Commissaire électoral de l'île Maurice et de la Commission nationale des élections du Cap-Vert qui ont été les hôtes d'événements.

Élections Québec met à la disposition du RECEF deux membres de son personnel à temps presque complet pour assister le secrétaire général dans la planification, la coordination et la reddition de comptes des activités du Réseau. D'autres membres du personnel d'Élections Québec contribuent ponctuellement aux activités du RECEF, notamment pour

1. Le dollar canadien est la monnaie de référence. Les montants en euros sont indiqués à titre informatif seulement.

entretenir son site Web, pour appuyer ses activités de comptabilité ou pour éditer certains documents. La valeur de cette contribution n'est pas officiellement calculée, mais elle s'élève entre 150 000 \$ et 200 000 \$ canadiens (entre 100 000 € et 133 000 €), d'après les estimations.

LES PERSPECTIVES

Depuis 2025, le RECEF est heureux de pouvoir compter sur un partenaire financier additionnel avec Affaires mondiales Canada. L'entente de financement est d'une durée de cinq ans, de 2025 à 2029.

Ce nouveau partenaire permet au RECEF de consolider ses activités, de soutenir la croissance des nouveaux membres et de développer le Forum des femmes. Après des années de déficit en 2023 et en 2024, le budget du RECEF est équilibré en 2025. Pour la première fois en 15 ans, le RECEF a les moyens de ses ambitions.

Auparavant, le RECEF organisait annuellement, soit une activité du Forum des femmes, soit une mission de partage d'expérience et d'observation électorale. Pour la première fois en 2025, ces deux activités ont été possibles la même année.

Ainsi, les perspectives sont intéressantes. Ce nouvel oxygène financier apporte de nouveaux défis pour l'équipe du secrétariat général, qui doit désormais maintenir ce nouveau rythme de trois grandes activités annuelles en présentiel (séminaire électoral, formation du Forum des femmes et mission d'observation). De plus, le RECEF pourra bonifier le financement pour les activités bilatérales en 2026 de façon à soutenir davantage les initiatives de ses membres.

En ces temps où certaines démocraties sont mises à l'épreuve et où certains grands pays occidentaux se désengagent des activités de coopération multilatérale, le RECEF, de son côté, pourra continuer son travail pour favoriser l'échange de bonnes pratiques électorales et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les processus électoraux des pays francophones.